

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Business Management and Consulting Services  
Division  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
Place du Portage , Phase III  
10C1 - station 34  
Gatineau, Québec K1A 0S5

**LETTER OF INTEREST**  
**LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

<b>Title - Sujet</b> RFI-CHANGES TO PRODUCER PAYMENT	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 5K002-133712/A	<b>Date</b> 2012-12-20
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 2013163712	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$\$\$ZG-410-25257
<b>File No. - N° de dossier</b> 410zg.5K002-133712	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-01-21</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Gagnon, Jocelyne C.	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 410zg
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-0575 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-2675
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> CANADIAN GRAIN COMMISSION CORPORATE SERVICES 700-303 MAIN ST WINNIPEG Manitoba R3C3G8 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address  
Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution  
Business Management and Consulting Services Division /  
Division des services de gestion des affaires et de  
consultation  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
10C1, Place du Portage  
Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

**LE PRÉSENT DOCUMENT N'EST PAS UN APPEL D'OFFRES  
IL S'AGIT D'UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'INDUSTRIE**

L'objet de la présente demande de renseignements (DR) est de recueillir des commentaires sur tous les aspects décrits dans la présente afin de permettre au Canada d'évaluer la stratégie à adopter, le cas échéant, en ce qui concerne d'autres activités connexes.

Plus précisément, on souhaite recueillir des commentaires à propos des points suivants :

- obtenir la rétroaction de l'industrie au sujet de l'efficacité du régime proposé;
- déterminer le degré d'intérêt au sein de l'industrie des assurances pour ce qui est de participer au régime proposé, et si des modifications sont requises pour faciliter un processus de soumissions robuste;
- obtenir l'acceptation que les estimations servant à l'évaluation quantitative sont raisonnables;
- obtenir des réponses de l'industrie des assurances à nos questions précises, afin de nous aider à préparer une demande de propositions (DP) présentant suffisamment de renseignements pour que les assureurs puissent préparer des propositions de haute qualité.

### **Aperçu de la Commission canadienne des grains**

La Commission canadienne des grains (CCG) est un organisme fédéral qui administre les dispositions de la Loi sur les grains du Canada (LGC). Conformément à son mandat, établi dans la LGC, la Commission "travaille à l'établissement et au maintien des normes de qualité du grain canadien, à la réglementation de la manutention des grains au Canada, et à l'assurance du grain comme produit fiable à livrer sur les marchés intérieurs et étrangers". La vision de la CCG est d'être un "chef de file dans la prestation d'excellence et d'innovation se rapportant à l'assurance de la qualité et de la quantité du grain, aux recherches, et à la protection des producteurs". La CCG rend compte au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

La CCG réglemente la manutention de 21 grains cultivés au Canada pour s'assurer que le grain canadien est salubre, fiable et commercialisable, et que les producteurs de grains canadiens sont protégés. La CCG réglemente le secteur céréalier et est l'organisme officiel de certification des grains canadiens. Dans le cadre de ses activités, la CCG soutient un secteur céréalier efficace et concurrentiel et maintient la réputation internationale dont jouit le Canada quant à la constance et à la fiabilité de la qualité du grain qu'il produit. Pour s'acquitter de son mandat, la CCG :

- réglemente la manutention des grains au Canada en exécutant des programmes d'assurance de la qualité et de la quantité des grains;
- effectue de la recherche scientifique pour comprendre tous les aspects de la qualité et de la salubrité des grains et pour soutenir le système de classement des grains;
- a mis en œuvre un certain nombre de programmes et de mesures de protection afin d'assurer le traitement équitable des producteurs de grains canadiens qui livrent leur grain aux exploitants de silos à grains et aux négociants en grains agréés, ce qui comprend le programme d'agrément et de sécurité, le programme d'affectation de wagons de producteurs et le programme de soutien des producteurs.

Le Programme d'agrément comprend une fonction de protection des paiements aux producteurs (également appelée sécurité des producteurs) qui exige que toutes les entreprises titulaires de licence fournissent des garanties financières pour couvrir les dettes admissibles impayées aux producteurs pour les livraisons de grains admissibles. Si un titulaire de licence est incapable ou refuse de payer les producteurs pour leurs livraisons, ces derniers peuvent soumettre une réclamation à la CCG en vue

d'une indemnisation, et la CCG peut puiser dans les garanties déposées par ce titulaire de licence pour remplir ses obligations en matière de paiements aux producteurs.

## NOTE À L'INTENTION DES FOURNISSEURS ÉVENTUELS

### Réponses

Cette DR vise uniquement à recueillir **des commentaires**. Le fait d'y répondre n'est pas une condition préalable à la réception d'un appel d'offres quant au besoin de la Commission Canadienne des Grains (CCG). Cependant, on encourage tous les fournisseurs à indiquer leur niveau d'intérêt en répondant à cette DR avec leurs commentaires, afin de favoriser une meilleure compréhension des besoins et des capacités, tant du point de vue de TPSGC que de celui de l'industrie.

La publication de cette demande de renseignements (DR) ne doit pas être interprétée comme un engagement de la part du Canada d'établir une « Demande de propositions » pour le besoin de la CCG, et aucun contrat ni aucune autre forme d'engagement ne découlera des renseignements fournis par les fournisseurs dans le cadre de la présente. Cette dernière ne doit pas être considérée comme une autorisation qu'accorde le Canada aux soumissionnaires afin d'entreprendre des travaux qui entraîneraient des dépenses pour le Canada. Le Canada ne sera aucunement responsable des coûts, honoraires ou frais engagés par un soumissionnaire pour préparer ou présenter une soumission en réponse à la présente demande de commentaires et ne les remboursera pas. Le Canada ne sera lié en aucune façon à ce qui est énoncé aux présentes. Le Canada se réserve le droit de modifier, en tout temps, une partie ou la totalité des besoins, s'il le juge utile.

Les renseignements pourraient être publiés de manière à protéger l'identité de ces sources; les sources du Ministère ne seront donc pas divulguées. Les fournisseurs éventuels ne seront liés d'aucune façon aux éléments de leur réponse à la présente. Les réponses à la demande de renseignements seront fournies au Canada de manière confidentielle, c'est-à-dire soumises aux dispositions législatives applicables, et demeureront la propriété du Canada une fois reçues; elles pourraient servir à appuyer l'élaboration ultérieure de documents de planification, de décisions à l'interne et possiblement d'un appel d'offres. Noter que les réponses à cette DR ne seront pas retournées.

**Veillez noter que toute analyse figurant dans l'annexe A - énoncé des travaux a pour but d'aider les répondants éventuels à comprendre le contexte du régime proposé afin de fournir des réponses significatives aux questions posées dans la demande d'information. Les répondants sont invités à entreprendre eux mêmes les analyses qu'ils jugent appropriées, plutôt que de se fonder uniquement sur celles qui sont fournies par la CCG, lorsqu'ils envisagent de présenter une soumission à la suite d'une demande de propositions (DP) future.**

### Éclaircissements

TPSGC pourrait exiger des éclaircissements quant aux réponses écrites ou aux commentaires reçus suite à la publication de la présente. Au besoin, l'autorité contractante demandera des éclaircissements après la date de clôture de la DR. Les demandes d'éclaircissement seront transmises par écrit (par télécopieur ou par courriel) et une réponse sera demandée dans les deux (2) jours ouvrables suivant la transmission des questions d'éclaircissement. **Le Canada ne fournira aucune instruction quant à la façon de préparer les réponses ni aucune stratégie de réponse acceptable.**

La CCG se réserve le droit d'organiser une réunion des parties intéressées pour répondre à des questions ou fournir des clarifications au sujet du régime proposé, si elle le juge nécessaire.

**Date de clôture**

Les réponses à la présente demande de renseignements seront acceptées jusqu'à 14 h, heure normale de l'Est (HNE), le 21 janvier 2013.

Les réponses doivent être adressées par écrit, par télécopieur ou par courriel à l'autorité contractante mentionnée ci-dessous :

Jocelyne C Gagnon  
Spécialiste de l'approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Direction de l'acquisition de services professionnels  
Place du Portage, Phase III, 10C1  
11, rue Laurier  
Gatineau (Québec)  
K1A 0S5

Téléphone : (819) 956-0575  
Télécopieur : (819) 956-2675  
Adresse courriel : [jocelyne.c.gagnon@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:jocelyne.c.gagnon@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

## FORMAT DES RÉPONSES

Les soumissionnaires sont priés d'examiner l'annexe A, Énoncé des travaux, inclus dans cette demande d'informations. Les soumissionnaires doivent aussi répondre aux questions suivantes et fournir leurs commentaires dans les tables ci-dessous.

TABLEAU 1 - RÉPONSES AUX QUESTIONS	
QUESTIONS	RÉPONSES
A.1: Votre entreprise offre-t-elle actuellement une " assurance des comptes créditeurs " ou un régime similaire aux clients? L'avez-vous fait par le passé?	
A.2: Un groupe spécial d'assureurs serait-il la structure la plus efficace possible pour les Canadiens? Y a-t-il d'autres options qui devraient être envisagées?	
A.3: Lorsque le régime fera l'objet d'un appel d'offres, quelle approche serait préférable : demander des propositions pour le régime dans son ensemble, ou demander des propositions distinctes des assureurs et des courtiers? Dans ce dernier cas, quelle séquence recommandez-vous?	
A.4: Feriez-vous une soumission relativement à ce régime, tel qu'il est décrit aux présentes? Pourquoi ou pourquoi pas? Dans la négative, veuillez décrire les modifications qui vous inciteraient à soumettre une proposition.	
B.1: Les renseignements et les données communiqués aux fournisseurs d'assurance par la CCG sont-ils suffisants pour préparer une proposition en réponse à une demande de propositions? Dans la négative, veuillez décrire les renseignements supplémentaires qui sont nécessaires.	
B.2: La méthode d'évaluation des risques de la CCG est-elle suffisante pour répondre aux besoins de l'industrie des assurances en matière d'affectation de cotes de risque, et de détermination des primes d'assurance? Dans la négative, quelles améliorations seraient requises?	

B.3: La méthode de validation des réclamations de la CCG est-elle suffisante pour répondre aux besoins des assureurs pour ce qui est de vérifier les réclamations des producteurs dans l'éventualité du manquement d'un titulaire de licence à ses obligations de paiement envers les producteurs?	
B.4: Prévoyez-vous un chevauchement des tâches administratives exécutées par la CCG et les assureurs?	
C.1: L'information et les données fournies aux assureurs par la CCG sont-elles suffisantes pour permettre de préparer une proposition en réponse à une demande de propositions? Dans la négative, veuillez décrire les renseignements supplémentaires qui sont requis.	
C.2: Selon les données présentées, une limite globale de 100 millions de dollars est-elle appropriée? Dans la négative, quelle limite (le cas échéant) proposeriez-vous? Quelle serait l'incidence sur les primes de limites globales variables (p. ex. 50 millions de dollars, 100 millions de dollars, 200 millions de dollars, montant illimité)?	
C.3: Y a-t-il des coûts supplémentaires qui n'ont pas été pris en considération dans le présent document?	
C.4: Comment envisageriez-vous le partage des primes et des pertes entre les fournisseurs d'assurance?	
C.5: Les primes seront examinées selon un cycle annuel en fonction des risques, des volumes d'achats, et des antécédents en matière de pertes. Cette période est-elle adéquate?	
C.6: Accepteriez-vous l'établissement de primes en fonction d'achats déclarés au 31 juillet? Avez-vous besoin de rajustements après la réception des états financiers de fin d'exercice?	
C.7: Quelle forme d'états financiers serait acceptable (p. ex. états vérifiés, examen des engagements, autre forme)? Veuillez noter que plus cette exigence est stricte, plus elle est coûteuse pour les titulaires de licence.	
C.8: Quel serait un délai raisonnable pour le règlement des réclamations des producteurs?	

C.9: Comment les différends entre les parties seraient-ils réglés?	
C.10: Les services fournis par la CCG sont-ils raisonnables et/ou appropriés?	
C.11: Un accord avec la CCG sur les niveaux de service est-il approprié pour les fournisseurs d'assurance?	
C.12: Quel est le mode de transmission privilégié des données/renseignements entre la CCG, l'intermédiaire et les sociétés d'assurance?	
C.13: Quels sont vos besoins afin d'établir un niveau de confiance à l'égard des services d'assurance qui seront offerts par la CCG, tels qu'ils sont décrits dans cette section?	
D.1: Ce plan de transition est-il pratique? Comment envisageriez-vous le traitement d'une réclamation ayant trait aux dettes à l'égard des producteurs avant la mise en œuvre du nouveau régime?	
D.2: Ce régime doit être opérationnel d'ici le 1er août 2013. Êtes-vous au courant de quelque obstacle qui empêchera/empêcherait le respect de cette échéance?	
D.3: Quelle est votre préférence quant à la date de renouvellement annuel des polices d'assurance?	

TABLEAU 2 - COMMENTAIRES SUPPLÉMENTAIRES	
RÉFÉRENCE À LA SECTION / AU SUJET	COMMENTAIRES

Solicitation No. - N° de l'invitation

5K002-133712/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

2013163712

File No. - N° du dossier

410zg5K002-133712

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---




## ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

### A. Introduction

#### 1. Aperçu de la Commission canadienne des grains

La Commission canadienne des grains (CCG) est un organisme fédéral qui administre les dispositions de la Loi sur les grains du Canada (LGC). Conformément à son mandat, établi dans la LGC, la Commission "travaille à l'établissement et au maintien des normes de qualité du grain canadien, à la réglementation de la manutention des grains au Canada, et à l'assurance du grain comme produit fiable à livrer sur les marchés intérieurs et étrangers". La vision de la CCG est d'être un "chef de file dans la prestation d'excellence et d'innovation se rapportant à l'assurance de la qualité et de la quantité du grain, aux recherches, et à la protection des producteurs". La CCG rend compte au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

La CCG réglemente la manutention de 21 grains<sup>1</sup> cultivés au Canada pour s'assurer que le grain canadien est salubre, fiable et commercialisable, et que les producteurs de grains canadiens sont protégés. La CCG réglemente le secteur céréalier et est l'organisme officiel de certification des grains canadiens. Dans le cadre de ses activités, la CCG soutient un secteur céréalier efficace et concurrentiel et maintient la réputation internationale dont jouit le Canada quant à la constance et à la fiabilité de la qualité du grain qu'il produit. Pour s'acquitter de son mandat, la CCG :

- réglemente la manutention des grains au Canada en exécutant des programmes d'assurance de la qualité et de la quantité des grains;
- effectue de la recherche scientifique pour comprendre tous les aspects de la qualité et de la salubrité des grains et pour soutenir le système de classement des grains;
- a mis en œuvre un certain nombre de programmes et de mesures de protection afin d'assurer le traitement équitable des producteurs de grains canadiens qui livrent leur grain aux exploitants de silos à grains et aux négociants en grains agréés, ce qui comprend le programme d'agrément et de sécurité, le programme d'affectation de wagons de producteurs et le programme de soutien des producteurs.

Le Programme d'agrément comprend une fonction de protection des paiements aux producteurs (également appelée sécurité des producteurs) qui exige que toutes les entreprises titulaires de licence fournissent des garanties financières pour couvrir les dettes admissibles impayées aux producteurs pour les livraisons de grains admissibles. Si un titulaire de licence est incapable ou refuse de payer les producteurs pour leurs livraisons, ces derniers peuvent soumettre une réclamation à la CCG en vue d'une indemnisation, et la CCG peut puiser dans les garanties déposées par ce titulaire de licence pour remplir ses obligations en matière de paiements aux producteurs.

#### 2. Modernisation de la CCG aux termes du projet de loi C 45 : Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance

Le 14 décembre 2012, la Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance (projet de loi C 45) a reçu la sanction royale. La Loi comprend des modifications à la LGC visant à moderniser l'industrie céréalière et à rationaliser les activités de la CCG. Il est prévu que les modifications prendront effet le 1er août 2013.

<sup>1</sup> Blé, orge, avoine, seigle, triticales, canola, lin, moutarde, colza, carthame, solin, soya, graine de tournesol, haricots, pois chiches, féveroles, lentilles, pois, grain mélangé, sarrasin, et maïs.

Actuellement, la fonction de protection des paiements aux producteurs du Programme d'agrément exige que la CCG établisse le montant des garanties à fournir par les titulaires de licence au cas par cas, et que les garanties soient versées à la CCG, qui peut ensuite les utiliser pour payer les producteurs admissibles dans l'éventualité d'un défaut ou d'un refus de paiement d'un titulaire de licence. Aux termes de la législation modifiée, la CCG aura le pouvoir de prescrire toute forme de garantie, y compris une police d'assurance fondée sur les risques globaux. En mettant en œuvre un modèle de protection globale des paiements aux producteurs, la CCG maintiendra l'intégrité du régime, au moyen d'une structure administrative rationalisée et efficace. Les titulaires de licence ne seront plus tenus de rendre compte chaque mois à la CCG de leurs dettes impayées envers les producteurs, comme ils le font dans le cadre du régime actuel, ce qui réduira le fardeau de reddition de comptes pour l'industrie céréalière. Il est également prévu que ce modèle tirera profit de l'expérience globale en vue de réduire les coûts d'ensemble de la couverture d'assurance des paiements aux producteurs pour l'industrie céréalière. Cela permettra également de réduire le fardeau administratif lié aux exigences actuelles en matière de dépôt de garanties au cas par cas.

En prévision des modifications à la LGC, la CCG a publié le document intitulé Consultation sur les frais d'utilisation et avis de proposition préliminaire, le 1er novembre 2012, pour aviser les intervenants des frais d'utilisation mis à jour proposés qui reflètent les coûts rationalisés de la structure organisationnelle modernisée qui prendra effet le 1er août 2013.

### **3. Aperçu des modifications à la protection des paiements aux producteurs**

La CCG a l'intention de remplacer la structure existante de la fonction de protection des paiements aux producteurs du Programme d'agrément par un modèle rationalisé plus efficace fondé sur les risques. Elle recherche un modèle qui maintiendra la protection des paiements pour les producteurs, et qui permettra de rationaliser le processus d'obtention d'une couverture, de réduire l'infrastructure de services nécessaire, et de réduire les coûts globaux pour l'industrie céréalière.

La CCG souhaite travailler avec un ou plusieurs assureurs en vue de structurer un régime d'assurance complémentaire qui saisisse l'avantage de mettre en commun les risques globaux en vue de fournir une protection financière aux producteurs contre leur risque de ne pas être payés pour des livraisons de grains aux manutentionnaires de grains agréés.

La CCG prévoit intégrer ses services actuels de délivrance de licences et de vérification à des processus similaires fournis par les assureurs afin d'éviter le chevauchement du travail et de miser sur sa connaissance de l'industrie en vue de la prestation efficace d'une couverture d'assurance et de règlements dans l'éventualité où des réclamations seraient faites.

La CCG vise à mettre en œuvre le régime d'assurance complémentaire à compter du 1er août 2013, simultanément avec le début de la campagne agricole de 2013 2014. Il est prévu qu'une entente de trois ans sera conclue, assortie de deux années d'option, en vue d'un contrat d'une durée éventuelle de cinq ans. Pour être prêts à cette date, les titulaires de licence devront entreprendre le processus de transition vers le nouveau modèle au moins trois mois auparavant.

## B. Modèle actuel de protection des paiements aux producteurs faisant partie du Programme d'agrément

### 1. Exigences des lois et des règlements

Un aperçu des modifications à la LGC figure à la partie A.2. Les exigences particulières relatives à la protection des paiements aux producteurs faisant partie du Programme d'agrément sont les suivantes :

- la CCG est chargée de fournir une protection aux producteurs comme condition de la délivrance de licences. Par conséquent, chacun des titulaires de licence doit obtenir et maintenir une garantie d'un montant établi par la CCG en vue de couvrir ses obligations éventuelles en matière de versement d'argent ou de livraison de grains aux détenteurs de bons de paiement au comptant, de récépissés de silo ou de récépissés de grains délivrés aux termes de la Loi sur les grains du Canada, et doit maintenir cette garantie aussi longtemps qu'il est titulaire de licence;
- la période d'admissibilité prescrite pour la protection des paiements aux producteurs est la suivante :
  - o 90 jours, si un récépissé de silo ou un récépissé de grains est délivré lors de la livraison de grains;
  - o si un bon de paiement au comptant ou une autre lettre de change est délivrée lors de la livraison de grains ou ultérieurement à la suite de la remise d'un récépissé de silo ou d'un récépissé de grains relativement aux grains, la moindre des périodes suivantes :
    - 90 jours
    - la période qui prend fin 30 jours suivant le jour où le bon de paiement au comptant ou une autre lettre de change a été délivrée;
- les garanties du titulaire de licence peuvent être réalisées ou mises en application relativement à un bon de paiement au comptant, un récépissé de silo ou un récépissé de grains si le titulaire de licence omet ou refuse de s'acquitter de l'une de ses obligations en matière de paiement au producteur visé par le bon de paiement ou le récépissé, au cours de la période prescrite, et si le producteur a avisé la Commission par écrit de l'omission ou du refus dans les trente jours suivant l'omission ou le refus.

### 2. Structure du Programme d'agrément actuel

Le modèle actuel est conçu de manière à offrir une protection atteignant 100 p. 100<sup>2</sup> pour toutes les dettes admissibles à l'égard des producteurs. Au 31 juillet 2012, la CCG détenait environ 600 millions de dollars<sup>3</sup>, au total, en garantie pour tous les titulaires de licence. Lorsque la CCG constate qu'un titulaire se trouve en défaut de paiement, les producteurs ont accès uniquement à la garantie fournie par ce titulaire particulier. Par exemple, si un titulaire de licence dépose une garantie de 300 000 \$ et que le montant total des réclamations légitimes des producteurs est supérieur à ce montant, la garantie est répartie et distribuée au prorata de façon égale, et les producteurs ne reçoivent alors qu'un pourcentage de leurs réclamations, tandis qu'une somme d'environ 600 millions de dollars en garantie demeure en place.

Selon le modèle actuel, les titulaires de licence versent une garantie qui peut prendre différentes formes : cautions, crédit documentaire de soutien irrévocable ou lettre de garantie, dépôt en espèces, compte en fiducie ou assurance des comptes créditeurs. Chacun de ces instruments entraîne des coûts financiers ou des primes. Un coût de renonciation est également associé à la délivrance des instruments

<sup>2</sup> Le pourcentage maximal fixé quant à la garantie qui est réalisée ou appliquée est prescrit dans le Règlement sur les grains du Canada.

<sup>3</sup> La valeur totale des garanties détenues par la CCG pour tous les titulaires de licence varie chaque mois, en fonction des volumes et des prix des grains.



1 001 000 \$	1 500 000 \$	10 391 284 \$	8	703 315 \$
1 501 000 \$	2 000 000 \$	4 959 677 \$	3	499 976 \$
2 001 000 \$	5 000 000 \$	68 912 295 \$	21	4 669 260 \$
5 001 000 \$	10 000 000 \$	81 343 697 \$	12	6 620 659 \$
10 001 000 \$	20 000 000 \$	222 473 038 \$	14	16 626 547 \$
20 001 000 \$	50 000 000 \$	725 178 425 \$	23	31 112 013 \$
50 001 000 \$	75 000 000 \$	343 715 992 \$	6	6 063 965 \$
75 001 000 \$	100 000 000 \$	684 869 619 \$	8	27 540 284 \$
100 001 000 \$	1 000 000 000 \$	3 457 241 489 \$	9	128 317 327 \$
1 000 000 001 \$+		9 877 384 846 \$	3	399 245 202 \$
<b>Total : _____</b>		<b>15 486 220 594 \$</b>	<b>136<sup>4</sup></b>	<b>622 115 223 \$</b>

Les titulaires de licence ont différentes dates de renouvellement annuel, et la CCG examine actuellement les licences chaque mois pour des durées d'un an. Au 1er décembre 2012, la CCG comptait 149 titulaires de licence. Ce nombre varie tout au long de l'année selon le nombre de nouveaux titulaires de licence qui adhèrent au régime, par rapport à ceux qui le quittent. Le nombre de titulaires de licence présenté dans le tableau ci-dessus, compilé par un expert-conseil, ne représente que les titulaires de licence qui ont déclaré leurs dettes impayées envers les producteurs à la CCG, chaque mois; il s'agit d'exploitants de silos primaires et de silos de transformation, et de négociants en grains. Les catégories ayant trait aux silos terminaux et de transbordement ne sont pas représentées dans ce tableau, car les exploitants de ces silos ne déclarent pas à la CCG leurs dettes impayées envers les producteurs. Aux termes de la LGC modifiée, les catégories de silos terminaux et de transbordement seront fusionnées en une seule catégorie de licences de silos terminaux. Toutes les catégories de licences, y compris celle des silos terminaux, sont incluses dans le tableau qui suit. Le nouveau modèle de protection des paiements aux producteurs a pour but de faire en sorte que les titulaires de licence de la catégorie des silos terminaux soient inclus.

**Tableau 2 - Ventilation des renouvellements de licences par la CCG par mois**

Date de renouvellement annuel	Nombre de titulaires de licence de la CCG
<b>1<sup>er</sup> décembre 2012</b>	7
<b>1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	16
<b>1<sup>er</sup> février 2013</b>	37
<b>1<sup>er</sup> mars 2013</b>	8
<b>1<sup>er</sup> avril 2013</b>	7
<b>1<sup>er</sup> mai 2013</b>	13
<b>1<sup>er</sup> juin 2013</b>	0
<b>1<sup>er</sup> juillet 2013</b>	42
<b>1<sup>er</sup> août 2013</b>	3
<b>1<sup>er</sup> septembre 2013</b>	2
<b>1<sup>er</sup> octobre 2013</b>	13

<sup>4</sup> Ce total comprend uniquement les catégories de licence des exploitants de silos primaires et de silos de transformation, et les négociants en grains.

<b>1<sup>er</sup> novembre 2013</b>	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>149<sup>5</sup></b>

Selon le régime actuel, au total, 24 défauts de paiement des titulaires de licence (chaque défaut ayant trait à divers montants de réclamations individuelles des producteurs) sont survenus au cours des 31 dernières années, pour une valeur totale approximative de 13 millions de dollars (20 millions de dollars, après rajustement en fonction de l'inflation), la moyenne annuelle des réclamations se chiffrant à 645 000 \$ (montant rajusté en fonction de l'inflation), au total. Dans la plupart des cas, le régime a permis d'indemniser entièrement les producteurs admissibles. Cependant, dans certains cas de faillites de titulaires de licence, les producteurs n'ont pas été indemnisés en totalité pour leurs pertes.

**Tableau 3 - Sommaire des pertes annuelles globales (au cours des 30 dernières années)**

<b>Campagne</b>	<b>Nombre de défauts</b>	<b>Montant total</b>	<b>Montant total, rajusté en fonction de l'inflation</b>
<b>1981</b>	2	3 050 000 \$	6 750 000 \$
<b>1982</b>	0	0 \$	0 \$
<b>1983</b>	0	0 \$	0 \$
<b>1984</b>	2	293 153 \$	583 773 \$
<b>1985</b>	2	218 058 \$	420 539 \$
<b>1986</b>	0	0 \$	0 \$
<b>1987</b>	0	0 \$	0 \$
<b>1988</b>	0	0 \$	0 \$
<b>1989</b>	2	1 385 000 \$	2 231 053 \$
<b>1990</b>	0	0 \$	0 \$
<b>1991</b>	0	0 \$	0 \$
<b>1992</b>	0	0 \$	0 \$
<b>1993</b>	1	657 000 \$	932 541 \$
<b>1994</b>	2	445 095 \$	617 341 \$
<b>1995</b>	0	0 \$	0 \$
<b>1996</b>	0	0 \$	0 \$
<b>1997</b>	2	1 887 547 \$	2 512 237 \$
<b>1998</b>	0	0 \$	0 \$
<b>1999</b>	0	0 \$	0 \$
<b>2000</b>	0	0 \$	0 \$
<b>2001</b>	2	2 724 524 \$	3 310 297 \$
<b>2002</b>	2	294 788 \$	348 412 \$
<b>2003</b>	1	750 000 \$	870 344 \$
<b>2004</b>	2	248 949 \$	288 895 \$
<b>2005</b>	1	355 330 \$	403 482 \$
<b>2006</b>	0	0 \$	0 \$
<b>2007</b>	1	129 215 \$	137 595 \$

<sup>5</sup> Ce total comprend toutes les catégories de licences actuelles : exploitants de silos primaires, de silos de traitement, de silos terminaux, de silos de transbordement, et négociants de grains.

<b>2008</b>	1	300 000 \$	318 619 \$
<b>2009</b>	0	0 \$	0 \$
<b>2010</b>	0	0 \$	0 \$
<b>2011</b>	1	264 461 \$	264 461 \$
<b>Total : _____</b>	<b>24</b>	<b>13 003 119 \$</b>	<b>19 989 588 \$</b>

### 3. Analyse actuarielle

La CCG a retenu les services d'un expert-conseil en actuariat pour effectuer un examen des risques financiers liés au régime. Cet examen a fait ressortir que, sur une base annuelle, le niveau estimé de pertes annuelles prévu pour la période de couverture du 1er août 2012 au 31 juillet 2013 était de 3,6 millions de dollars. De plus, une analyse approfondie a permis de répartir les pertes attendues par importance, afin de produire une estimation de la probabilité de pertes, dont les détails figurent ci-dessous.

Bien que l'estimation des actuaires ait excédé les pertes historiques réelles enregistrées dans le cadre du régime (environ 645 000 \$), ces derniers ont signalé que le fait de se fonder uniquement sur les pertes historiques était susceptible d'entraîner une sous-estimation du risque d'un défaut unique important puisqu'aucune ne s'était produite plus récemment dans l'historique du régime. Lorsqu'ils ont élaboré ces estimations, les actuaires se sont plutôt fondés sur une simulation des pertes basée sur les risques réels à couvrir parmi le groupe actuel de manutentionnaires de grains agréés au 31 juillet 2012, ce qui a produit une estimation de 3,6 millions de dollars en pertes annuelles. À partir de cette estimation, les actuaires ont signalé que, lorsque le montant annuel des réclamations globales était plafonné à 5 millions de dollars, l'estimation du montant annuel moyen des pertes globales se chiffrait à environ 930 000 \$. Si le montant annuel global des réclamations est plafonné à 200 millions de dollars, le montant moyen des pertes estimées s'élève à 3,6 millions de dollars, en raison de l'inclusion du risque éventuel de défauts importants au cours de l'année. Selon cette approche, la répartition estimée des pertes annuelles globales a permis de formuler une estimation de la probabilité de pertes annuelles globales se situant à un niveau donné ou inférieur, laquelle est résumée dans le tableau ci dessous, pour plusieurs seuils de pertes annuelles globales.

**Tableau 4 - Répartition estimée des pertes annuelles**

<b>Valeur annuelle totale possible des réclamations</b>	<b>Probabilité estimée que la couverture soit adéquate</b>
<b>250 000 \$</b>	62,13 %
<b>500 000 \$</b>	68,82 %
<b>1 000 000 \$</b>	74,84 %
<b>1 500 000 \$</b>	78,30 %
<b>2 000 000 \$</b>	81,26 %
<b>3 000 000 \$</b>	86,02 %
<b>4 000 000 \$</b>	89,53 %
<b>5 000 000 \$</b>	91,96 %
<b>10 000 000 \$</b>	95,87 %
<b>25 000 000 \$</b>	97,44 %
<b>50 000 000 \$</b>	98,85 %
<b>100 000 000 \$</b>	98,98 %
<b>200 000 000 \$</b>	99,58 %

Le tableau ci-dessus présente la probabilité cumulative d'une perte au cours d'une année donnée. Par exemple, il existe une probabilité estimée que, 91,96 p. 100 du temps, le volume de pertes annuelles se chiffrerait à 5 millions de dollars ou moins.

#### 4. Considérations opérationnelles

À l'heure actuelle, la CCG mène certaines activités dans le cadre du Programme d'agrément et il est prévu qu'elles se poursuivront en vertu d'un régime fondé sur l'assurance.

Le Service d'agrément continuera de délivrer des licences à la suite de la confirmation des renseignements financiers soumis par les titulaires de licence, et du paiement de la prime initiale à verser en vue de la couverture fournie par le régime d'assurance complémentaire, et sous réserve d'autres exigences liées à la délivrance de licences. Les exigences concernant les rapports de passif mensuels et la surveillance mensuelle des garanties prendront fin. Les titulaires de licence ne seront tenus de fournir des preuves de garantie que chaque année, lors du renouvellement de la licence. La CCG continuera de faire exécuter les exigences de la LGC. Cela comprend la mise en application des exigences en matière de documentation et de déclaration liées aux licences. L'unité de la vérification continuera de tenir un système de cotation financière interne pour évaluer la santé financière de chacun des titulaires de licence de façon constante, effectuer des examens approfondis des états financiers de façon constante, mener des vérifications mensuelles sur le terrain en fonction d'un plan de vérification axé sur les risques, et administrer le processus de traitement des réclamations liées aux garanties au besoin.

La CCG envisage de tenir compte de neuf facteurs liés à la cotation des risques financiers :

- type d'état financier fourni par le titulaire de licence;
- volume de ventes;
- bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA);
- nombre de pertes au cours des trois dernières années;
- niveau de capitaux propres;
- niveau de fonds de roulement;
- ratio dettes/capitaux propres;
- ratio du fonds de roulement;
- cotation issue du Rapport sur le passif vérifié (sans objet aux termes du nouveau régime proposé).

Dans l'éventualité d'une réclamation, l'intention est de maintenir la structure du processus actuel de traitement des réclamations, selon lequel les producteurs soumettent à la CCG leurs formulaires de réclamation individuels, accompagnés des documents justificatifs; en retour, la CCG tente de recouvrer les montants des assureurs, à titre de bénéficiaire de la police d'assurance complémentaire. La CCG validera toutes les réclamations au moyen des procédures existantes suivantes, au nom des fournisseurs d'assurance :

- se rendre sur les lieux de travail du titulaire de licence pour obtenir et vérifier les documents délivrés au cours des 90 jours précédents;
- obtenir des copies des relevés bancaires;
- faire parvenir des formulaires de réclamation à tous les producteurs touchés;
- déterminer quels producteurs sont admissibles et lesquels ne le sont pas, et les aviser, en se fondant sur les documents obtenus du titulaire de licence;



Solicitation No. - N° de l'invitation

5K002-133712/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

410zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client

2013163712

File No. - N° du dossier

410zg5K002-133712

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

- 
- maintenir des communications régulières avec les producteurs touchés, tout au long du processus d'examen des réclamations.

À la réception du règlement des réclamations par les assureurs, la CCG procédera à l'indemnisation des producteurs individuels en fonction de leurs réclamations particulières, à la suite d'une autorisation du commissaire en chef de la CCG.

## C. Modèle proposé de protection des paiements aux producteurs, fondé sur l'assurance

### 1. Commission canadienne des grains

Lorsqu'elle envisageait la conception d'un régime éventuel fondé sur l'assurance, la CCG a établi certaines exigences opérationnelles relevant de son autorité aux termes de la LGC, afin de s'acquitter de son mandat, de fonctionner dans les limites de ses pouvoirs délégués, de respecter les contraintes budgétaires, et de répondre aux attentes de l'industrie. Ces exigences sont les suivantes :

- la CCG préfère que les assurances soient fournies par un groupe spécial d'assureurs, possiblement en passant par un intermédiaire distinct qui fournirait les services requis par un courtier d'assurance agréé;
- une fois qu'il sera établi, le régime de garantie fondé sur l'assurance sera obligatoire pour tous les titulaires de licence. Aucune autre méthode de garantie ni aucun autre régime d'assurance ne seront autorisés aux fins de la délivrance d'une licence;
- pour qu'une licence soit délivrée à une entité manutentionnaire de grains, une preuve de couverture d'assurance suffisante (" garantie ") devra être fournie. Cette confirmation pourrait être fournie à la CCG par le titulaire de licence, ou directement par l'assureur ou l'intermédiaire;
- la LGC n'autorise pas la CCG à percevoir ou à gérer directement les primes d'assurance que doivent verser les titulaires de licence, à maintenir un " fonds " à l'interne, ni à gérer des comptes d'investissement. Cela pourrait changer si d'autres modifications sont apportées à la LGC;
- la CCG prévoit utiliser sa connaissance de l'industrie et sa méthode actuelle d'évaluation des risques des titulaires de licence pour aider à déterminer les primes d'assurance à percevoir des titulaires de licence;
- le régime fournira une indemnisation de 95 à 100 p. 100 aux producteurs dans l'éventualité du défaut d'un titulaire de licence, jusqu'à concurrence d'une limite globale annuelle de 100 millions de dollars. La CCG désire connaître les différences de coûts entre des limites allant de 10 millions de dollars à un montant illimité, sous réserve des coûts des primes de l'assureur et de l'analyse des risques de pertes éventuelles effectuée par l'assureur même. La CCG s'intéresse aussi aux différences de coûts associées aux niveaux de couverture de 95 % (franchise de 5 %) et de 100% (aucune franchise) pour ces limites;
- la validité/fiabilité des réclamations des producteurs sera déterminée par le personnel de la CCG, qui utilisera les processus actuels de réclamation pour vérifier les dossiers appropriés et fournir aux assureurs les résultats de l'examen des réclamations. Il ne devrait pas être nécessaire que les assureurs effectuent des vérifications supplémentaires des dossiers des titulaires de licence et/ou des producteurs;
- afin de s'acquitter de son rôle de gouvernance et de ses obligations dans l'éventualité du défaut ou du refus de payer d'un titulaire de licence, la CCG doit verser aux producteurs des paiements de règlement des réclamations. Par conséquent, les règlements d'assurance doivent être versés à la CCG, qui émet ensuite des chèques à l'ordre des producteurs touchés;
- les coûts absorbés par la CCG pour effectuer des évaluations des risques en vue de déterminer les primes, d'administrer le processus de traitement des réclamations et de valider les données

---

devraient être exclus des coûts des primes, et les économies devraient être transmises aux titulaires de licence en réduisant les primes.

## **2. Nouveau modèle de protection des paiements aux producteurs fondé sur l'assurance**

### Description

Le modèle actuel de protection des paiements aux producteurs exige que les titulaires de licence déposent une garantie auprès de la CCG chaque année (possibilité d'ajustements mensuels en cas d'une insuffisance de fonds) en fonction de leur passif individuel déclaré quant aux soldes impayés aux producteurs de grains. Ce processus est coûteux et chronophage, tant pour la CCG que pour les titulaires de licence. Au cours de son examen du régime actuel de protection des paiements aux producteurs, la CCG a conclu qu'une réduction des coûts et des coûts de renonciation du régime actuel pourrait être réalisée dans le cadre d'un régime d'assurance complémentaire fondé sur les risques couvrant les risques globaux de tous les titulaires de licence, et assurant une indemnisation de 95 à 100 p. 100 aux producteurs dans l'éventualité d'un défaut.

De plus, un régime d'assurance fondé sur les risques permettrait de tirer profit de ce qui suit :

- mise en commun des risques prévus combinés de tous les titulaires de licence, en vue de réduire le coût, en reconnaissant explicitement l'avantage inhérent de la diversification des risques;
- réduction de la structure opérationnelle nécessaire pour appliquer et surveiller le régime, menant à une réduction accrue des coûts;
- amélioration de la protection pour les producteurs grâce à l'offre d'une couverture sans franchise, ou avec franchise à pourcentage fixe, ce qui éliminerait l'incertitude au sujet du montant du remboursement attendu dans l'éventualité d'une perte;
- garantie de recouvrement jusqu'à concurrence d'un montant global annuel maximal.

### Structure

Selon le régime d'assurance complémentaire proposé, la CCG travaillera avec les assureurs en vue de structurer les modalités et conditions du régime d'assurance. Ce dernier sera conçu sur une base globale, c'est-à-dire qu'il englobera les risques combinés de tous les titulaires de licence, plutôt que d'obliger les titulaires de licence individuels à souscrire leur propre forme de garantie.

La souscription de chacun des titulaires de licence serait intégrée à la délivrance de licences à chacun d'eux, de sorte que l'assureur puisse bénéficier des processus actuels de la CCG pour évaluer chacun des titulaires de licence, ce qui devrait réduire tout chevauchement des efforts entre la CCG et l'assureur lors du traitement des demandes de licence par la CCG. La CCG souhaite que les assureurs lui fassent part d'exigences ou de suggestions relatives à ces processus. La CCG aimerait obtenir des commentaires quant à la meilleure utilisation de ses ressources et de celles de l'assureur.

La CCG s'attend à ce que les taux des primes individuelles à percevoir auprès des titulaires de licence reflètent l'évaluation des risques inhérents effectuée pour chacun d'eux. Lors de l'analyse actuarielle effectuée pour la CCG, il a été donné à entendre que les taux des primes devraient varier en fonction d'un certain nombre de critères. Compte tenu de l'information financière recueillie actuellement et de l'analyse des risques effectuée par la CCG, une évaluation des risques robuste pourrait être réalisée au regard des facteurs suivants : volume d'achats annuel de chacun des titulaires de licence, ratio dettes/capitaux propres, liquidité, et d'autres facteurs à convenir avec les assureurs en tant que critères qui, en définitive, permettraient de déterminer les primes à payer par chacun des titulaires de licence.

---

La couverture requise serait fournie aux termes d'une police faisant l'objet d'un accord-cadre entre la CCG et un apériteur qui pourrait prendre en charge une partie ou la totalité des risques. Les titulaires de licence individuels seraient couverts dans le cadre du processus d'agrément après avoir reçu un certificat d'assurance couvrant les risques assurés, dont la valeur serait de 95 à 100 p. 100 de leurs achats de grains impayés aux producteurs.

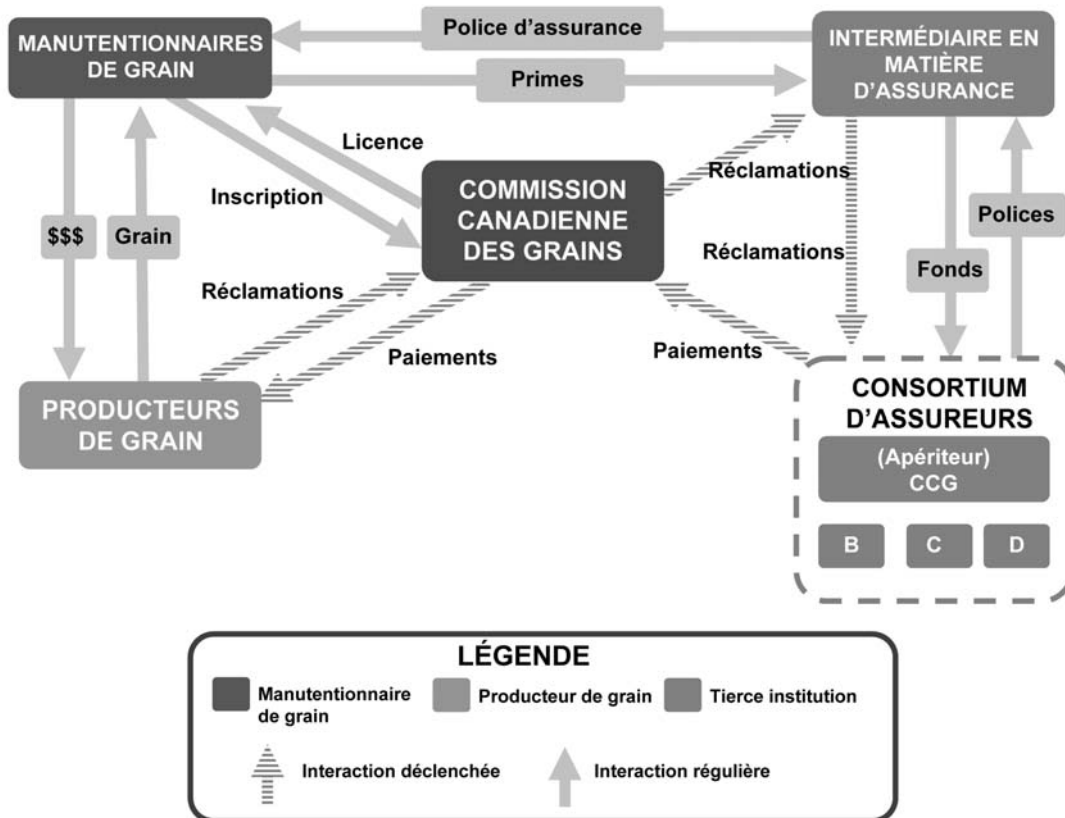
Les bénéficiaires ultimes de la police seront les producteurs admissibles, la CCG étant l'administrateur de leurs réclamations, et la limite globale annuelle maximale envisagée est de 100 millions de dollars. La CCG souhaite que les assureurs indiquent si cette limite est adéquate, et qu'ils précisent les considérations en matière de coût associées à toute autre limite.

Les primes exigibles pour la police équivaldraient à la somme de toutes les primes individuelles perçues de chacun des titulaires de licence au moment du renouvellement d'une licence ou de la demande d'une nouvelle licence. Le taux des primes qui pourrait être perçu de chacun des titulaires de licence serait un taux appliqué au volume annuel des grains achetés par chacun des titulaires de licence au cours de l'année de couverture effective.

Une prime initiale serait perçue au début de l'année de couverture pour chacun des titulaires de licence, en fonction de leurs achats de grains déclarés à leur fin d'exercice financier la plus récente. Lors du renouvellement de la licence, les titulaires de licence devront rendre compte à la CCG de la valeur de leurs achats aux producteurs au cours de l'exercice courant, ainsi que des achats aux producteurs estimés pour l'année à venir.

Les réclamations continueront de faire l'objet de rapports à la CCG de la part des producteurs qui ne reçoivent pas les paiements au cours de la période d'admissibilité prescrite; la CCG ferait ensuite enquête au sujet des réclamations, pour en vérifier l'admissibilité et la valeur. On continuera d'utiliser le processus de vérification des réclamations utilisé actuellement par la CCG.

**Figure 2 - Structure d'un régime d'assurance complémentaire établi avec un consortium d'assureurs**



#### Accord contractuel

Aux fins du régime d'assurance complémentaire, la CCG proposerait de conclure un accord contractuel de trois ans, assorti de deux années d'option, en vue d'un contrat d'une durée éventuelle de cinq ans, établie d'un commun accord entre la CCG et l'assureur. Les variables, comme les taux des primes et la limite de couverture globale annuelle, feraient l'objet d'un examen annuel fondé sur la nouvelle expérience en matière de réclamations au cours de la durée du contrat. La CCG projette de mettre le régime en œuvre au début de la campagne agricole de 2013-2014, à compter du 1er août 2013.

#### Services à fournir par la CCG

Le régime d'assurance complémentaire proposé a pour but de rationaliser les coûts de fonctionnement en éliminant le chevauchement des processus entre la CCG et l'assureur. À cette fin, un accord sur les niveaux de service sera négocié avec l'assureur pour établir le rôle de la CCG pour ce qui est de :

- confirmer la couverture requise par chacun des titulaires de licence, ainsi que les achats annuels aux producteurs de grains en vue de déterminer les primes;

- surveiller et analyser les renseignements financiers en vue d'évaluer le niveau de risque de chacun des titulaires de licence afin de déterminer les primes qu'ils doivent verser individuellement;
- vérifier périodiquement, au besoin, les dossiers financiers des manutentionnaires de grains agréés afin d'en confirmer l'intégrité;
- traiter les réclamations déclarées et confirmer la valeur globale de toutes les réclamations soumises par les producteurs.

Les services de la CCG nécessaires à la prise en charge de l'assurance seront intégrés au processus de délivrance de licence à chacun des titulaires de licence et, par conséquent, les règles d'admissibilité acceptables de l'assureur devront être intégrées à celles qui sont utilisées par la CCG lorsqu'elle délivre des licences. La CCG veut que les assureurs lui fassent part des exigences et suggestions dont on devrait tenir compte dans ce modèle. La CCG souhaite obtenir des commentaires sur la proposition relative à la répartition des responsabilités, ainsi que sur ce dont les assureurs ont besoin pour établir un certain niveau de confiance en la capacité de la CCG d'administrer ces fonctions.

#### Calcul des primes

En se fondant sur l'estimation de 3,6 millions de dollars en pertes annuelles, l'expert-conseil en actuariat a également recommandé qu'un tel montant soit perçu directement auprès des titulaires de licence au moment du renouvellement de leur licence ou de la demande d'une nouvelle licence. Il a recommandé qu'un droit soit perçu auprès de chacun des titulaires de licence en fonction d'un plan de cotation qui reconnaîtrait spécifiquement certains facteurs de risques inhérents propres à chacun des titulaires de licence.

La CCG propose de mettre en œuvre une structure de cotation des risques, avec la participation des assureurs, qui ajusterait explicitement le montant à percevoir de chacun des titulaires de licence en fonction d'une analyse des divers indicateurs financiers décrits antérieurement.

Par exemple, l'expert-conseil en actuariat a mis au point la grille suivante relativement à trois facteurs d'évaluation des risques éventuels. L'utilisation de cette grille en fonction de l'achat de 1 000 \$ de grains des producteurs par chacun des titulaires de licence permettrait de répartir les risques de pertes annuelles estimés à 3,6 millions de dollars. Ce tableau ne sert qu'à des fins d'illustration, en tant que grille qui pourrait être considérée comme raisonnable selon le consultant actuariel de la CCG. Un tableau similaire, ou une version de ce tableau, pourrait être mis en œuvre, sous réserve de modifications apportées en fonction des facteurs de risques que la CCG et/ou l'assureur jugerait plus raisonnables.

**Tableau 5 - Taux estimés par 1 000 \$ d'achats (campagne agricole de 2012-2013)**

Volume annuel des grains achetés par titulaire de licence	Ratio dettes/ capitaux propres	Ratio encaisse/ventes		
		<10 %	10-15 %	>15 %
Moins de 5 millions de dollars	> 100 %	2,6901 \$	1,7965 \$	1,2149 \$
	50-100 %	1,8485 \$	1,3081 \$	0,9376 \$
	<50 %	0,9871 \$	0,9175 \$	0,8535 \$
Plus de 5 millions de dollars mais moins de 20 millions de dollars	> 100 %	1,7169 \$	1,1631 \$	0,8026 \$
	50-100 %	1,1953 \$	0,8604 \$	0,6308 \$
	<50 %	0,6615 \$	0,6183 \$	0,5786 \$
Plus de 20 millions de dollars mais moins de	> 100 %	1,1096 \$	0,7678 \$	0,5454 \$
	50-100 %	0,7877 \$	0,5810 \$	0,4393 \$

100 millions de dollars	<50 %	0,4583 \$	0,4316 \$	0,4071 \$
Plus de 100 millions de dollars	> 100 %	0,6704 \$	0,4820 \$	0,3593 \$
	50-100 %	0,4929 \$	0,3790 \$	0,3008 \$
	<50 %	0,3113 \$	0,2966 \$	0,2831 \$

Par exemple, un titulaire de licence qui achète pour 4 millions de dollars de grains par année des producteurs et dont le ratio dettes/capitaux propres est de 75 p. 100, et le ratio encaisse/ventes est de 12,5 p. 100 devrait verser 5 232,40 \$ pour l'année au moment du renouvellement de sa licence, compte tenu de son risque de pertes annuelles estimé pour la campagne agricole prenant effet le 1er août 2012. Le droit estimé a été calculé en tant que 4 000 unités de 1 000 \$ multipliées par un taux de 1,3081 \$ par tranche de 1 000 \$.

Outre les taux potentiels illustrés dans le tableau ci-dessus, il est accepté que les coûts d'administration du régime, ainsi qu'un coût pour les frais financiers, devraient être ajoutés au nom de l'assureur. Les modalités seraient négociées et stipulées dans l'accord conclu avec l'assureur.

#### Surveillance du régime

L'accord entre la CCG et l'assureur qui est envisagé stipulera une structure de surveillance régulière du régime. La CCG prévoit que cette surveillance comprendra une réunion trimestrielle des parties à l'accord ainsi qu'un examen annuel du rendement du régime. La CCG ainsi que les assureurs seront tenus de fournir des rapports réguliers sur les risques assurés, toute nouvelle question concernant les réclamations, ainsi que le rendement financier et opérationnel.

---

## D. Transition vers le régime proposé

La CCG a l'intention de consolider les renouvellements mensuels en vue de fixer une date de renouvellement annuelle pour tous les titulaires de licence. Le processus de renouvellement mensuel a été établi à des fins historiques, en fonction des exigences de rapport du Programme d'agrément actuel. Lorsqu'un nouveau modèle de protection des paiements aux producteurs fondé sur l'assurance sera mis en œuvre, ces exigences ne seront plus nécessaires. La CCG envisage une période de transition de la délivrance de licences allant du 1er août 2013 au 31 juillet 2014, afin d'harmoniser toutes les licences et tous les titulaires de licence avec le nouveau régime. Par la suite, toutes les licences seront renouvelées à la même date pour tous. Il est prévu de faire coïncider les dates de renouvellement des polices d'assurance et des licences. Actuellement, la date commune de renouvellement des licences envisagée est le 1er août 2014. Cette date pourrait changer en fonction des besoins des assureurs. Tout mois de l'année pourrait être choisi pour établir la date commune de renouvellement; la CCG propose le mois d'août parce qu'il correspond au début de la campagne agricole.

Afin d'entreprendre cette transition, tous les titulaires de licence doivent être inclus dans le nouveau modèle d'assurance à compter du 1er août 2013, ce qui exigera que tous les titulaires de licence fassent l'objet d'une évaluation au moyen d'une méthode de cotation des risques, au moins quatre mois avant le mois d'août, afin de fixer les primes. Tous les titulaires de licence devront fournir leurs états financiers vérifiés les plus récents faisant état des achats de grains de producteurs, afin de déterminer le niveau de couverture requis.

À compter du 1er août 2013, on commencera à mettre fin aux dispositions du régime actuel qui existaient antérieurement en matière de garantie et/ou d'assurance, et les fonds seront retournés et/ou décaissés, tel qu'il est requis, par chacune des institutions financières particulières. Pour cette raison, la nouvelle police d'assurance complémentaire devra assurer une couverture aux producteurs pour les livraisons de grains impayées remontant jusqu'à 90 jours avant le 1er août 2013. Cette mesure est nécessaire pour assurer une transition sans heurts vers le nouveau modèle, et pour que la couverture de protection des paiements aux producteurs ne devienne pas périmée au cours de la période de transition.

Les détails concernant le plan de transition seront établis par la CCG et les fournisseurs d'assurance.



---

## Acronymes et définitions

Campagne agricole	Période annuelle allant du 1er août au 31 juillet au sein de l'industrie céréalière.
CCG	Commission canadienne des grains
Garantie	Instrument négociable ou assurance fourni à la CCG par un titulaire de licence pour couvrir les dettes impayées aux producteurs.
Licence à	Document délivré par la CCG autorisant les manutentionnaires de grain acheter du grain des producteurs de grain de l'Ouest.
LGC	Loi sur les grains du Canada
Pertes globales annuelles	Montant cumulé des pertes déclarées provenant de toutes les réclamations soumises par les producteurs au cours d'une période de 12 mois définie.
Producteur	Agriculteur ou entreprise qui cultive du grain de l'Ouest et le vend à des titulaires de licence de la CCG.
RGC	Règlement sur les grains du Canada
Titulaire de licence	Entreprise de manutention de grains agréée par la CCG, conformément aux exigences de la LGC.